

# EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEUR D'ENTREPRISES

SESSION ORDINAIRE – 28 SEPTEMBRE 2017

## EPREUVE ECRITE

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre fard ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque partie du cas sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utiliser une encre foncée pour rédiger vos réponses (noir ou bleu).

Vous travaillez dans un cabinet de révision agréé et vous devez prendre position par rapport à un certain nombre de questions, en relation avec :

### 1. Contrôle interne

Enoncé en <b>Partie I</b>	Question 1	5,0 points
	Question 2	3,0 points
	Question 3	10,0 points

### 2. Banque

Enoncé en <b>Partie II</b>	Question 4	7,0 points
	Question 5	6,0 points
	Question 6	3,0 points

### 3. Normes professionnelles

Enoncé en <b>Partie III</b>	Question 7	3,5 points
	Question 8	3,5 points
	Question 9	3,5 points
	Question 10	1,5 points
	Question 11	4,0 points

## **Partie I – Contrôle interne**

### **Cas 1 :**

Vous auditez un établissement de crédit agréé au Luxembourg, dénommé banque ABC, qui est détenu à 100% par une holding espagnole XYZ, elle-même détenue par un établissement de crédit américain DEF.

La banque ABC fournit des services de banque privée, de banque dépositaire et d'administration centrale. Elle détient 3 filiales localisées en France, Belgique et au Royaume-Uni.

- a. Le conseil d'administration de la banque ABC est composé de 6 membres, à savoir le « Chief Financial Officer » de la banque DEF, le responsable du développement de l'activité banque privée de la banque DEF, qui est d'ailleurs également administrateur des 3 filiales de ABC, de 2 filiales de XYZ et d'une société tierce qui preste des services informatiques à ABC, le « General Manager » et le « Deputy General Manager » de ABC, ainsi que 2 administrateurs externes. Au cours de l'année 2016, le président du conseil d'administration de la banque ABC, à savoir le « Chief Financial Officer » de DEF, a été fortement sollicité par un projet de refonte du système comptable et, de ce fait, il n'a pas pu assister aux réunions du conseil d'administration d'ABC. Cependant, les réunions du conseil d'administration ont quand même pu se tenir trimestriellement comme prévu par les règles de fonctionnement du conseil d'administration car il a donné une procuration au « General Manager » de la banque ABC pour le représenter.

### **Question 1**

Quelles conclusions positives et négatives pouvez-vous tirer quant à la composition et au fonctionnement du conseil d'administration de la banque ABC ?

**(5,0 points)**

- b. Afin d'avoir une gestion homogène de ses activités, la banque américaine DEF a mis en place au sein de son groupe des lignes métier pour lesquelles des comités de gestion ont été créés. La banque ABC fait partie de la ligne métier « banque privée ». Dans ce contexte, un mécanisme d'approbation par le groupe des décisions importantes concernant les entités faisant partie de la ligne métier banque privée a été mis en place. Ce mécanisme est formalisé dans un document appelé « processus décisionnel au sein du métier banque privée ». Ce document a été approuvé par le conseil d'administration de la banque DEF. Ce processus décisionnel prévoit notamment que les dépenses relatives à la gestion journalière des entités du groupe faisant partie de la ligne métier banque privée supérieures à 500.000 EUR soient directement approuvées par le comité de gestion banque privée.

### **Question 2**

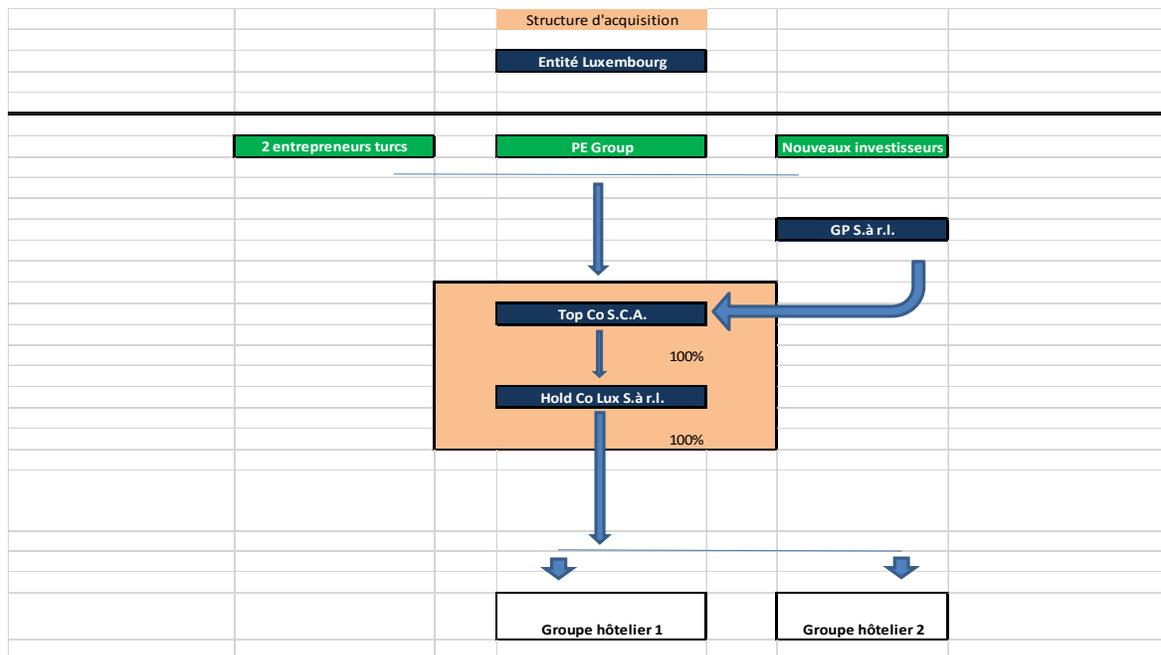
Quels risques identifiez-vous par rapport à ce processus ?

**(3,0 points)**

**Cas 2 :**

Fraîchement promu réviseur d'entreprises, vous êtes le manager nouvellement en charge du dossier d'audit de « **High Growth Opportunity** » (« **HGO** »), un groupe opérationnel actif dans le **secteur hôtelier en Turquie**. Votre cabinet ayant été recommandé par l'avocat qui conseille les gérants du General Partner (voir structure décrite infra) et qui a préconisé l'utilisation d'une **structure d'acquisition luxembourgeoise**, vous êtes impliqué dans le dossier depuis l'acquisition. Avant même de débiter la première année d'audit, vous êtes confronté à un certain nombre de questions d'organisation et de contrôle interne pertinents pour l'audit.

La **structure envisagée** est la suivante :



Le groupe actuel résulte de la **combinaison de deux groupes hôteliers** détenus auparavant par des actionnaires séparés : un groupe international de private equity (« PE Group ») pour un et deux entrepreneurs turcs pour l'autre. La motivation de la combinaison résulte de l'application commune des meilleures pratiques de management et d'un plan de croissance très ambitieux appuyé sur des rénovations d'hôtels existants et la construction de nouveaux hôtels sur des terrains détenus et non encore développés. Ces projets de développement ambitieux sont financés par de la nouvelle dette bancaire et par les contributions de **nouveaux investisseurs** qui ont investi, aux côtés du groupe de private equity et des entrepreneurs turcs, dans la holding de tête luxembourgeoise, **HGO Topco S.C.A.** (« Top Co », une société en commandite par actions). L'associé commandité, **HGO GP S.à r.l.** (le « General Partner » ou « GP », une société à responsabilité limitée) est contrôlé par un représentant de PE Group et par les deux entrepreneurs turcs, qui **tous les trois sont des gérants de la S.à r.l.**

Luxembourg, les 28 & 29 septembre 2017

Les gérants du GP ont engagé un **nouveau CFO** pour gérer l'ensemble du groupe et encadrer la stratégie de développement. Ce CFO, tout en ayant une grande expérience en matière d'opérations financières de sociétés, est **moins expérimenté** :

- En matière d'organisation de groupes internationaux **détenus par une structure d'acquisition luxembourgeoise** ; et
- En matière **d'IFRS**, alors que Top Co va préparer des comptes consolidés du groupe sous les normes IFRS, tels qu'adoptés par l'UE.

Il est à noter que les deux groupes hôteliers disposent en Turquie de leur **organisation comptable et administrative propre**. Ils préparent des comptes annuels en Turquie selon le droit comptable turc (« Turkish Gaap »). Les membres des deux équipes des anciens CFO des groupes turcs sont tous de nationalité turque et n'ont aucune expérience dans une société en dehors de la Turquie.

Ainsi, il est envisagé d'externaliser la fonction comptable à Luxembourg (préparation des comptes statutaires des sociétés luxembourgeoises et préparation des comptes consolidés du groupe).

#### Complément d'information :

- Top Co dispose d'un **total du bilan de 350 MEUR**.
- Le groupe a fait l'objet d'un **financement bancaire de 200 MEUR** ; cette dette bancaire est localisée au niveau des **entités opérationnelles en Turquie** (« debt push down ») pour des raisons fiscales (i.e. les intérêts bancaires sont déduits des bénéfices opérationnels en Turquie). Top Co ne garantit pas le remboursement de cette dette.
- Le groupe prépare, pour **chacune des entités luxembourgeoises**, des comptes statutaires en « **Lux GAAP** ».
- Le groupe prépare des **comptes consolidés au niveau de Top Co**, selon les **normes IAS/IFRS adoptées par l'UE**.
- Le groupe a mis en place un « **management equity participation program** » (« **MEP** ») au niveau de Top Co.
- Top Co se finance en partie par des **actions ordinaires**, en partie par des **actions de préférence** et en partie par des « **preferred equity certificates** » (« **PEC** »).

#### Question 3

Le nouveau CFO vous contacte en vous demandant de lui résumer les **éléments essentiels de l'organisation de la fonction comptable et administrative de la structure d'acquisition luxembourgeoise**, les **problématiques comptables** principales et de lui indiquer les **risques spécifiques** qui devront être adressés sur base de votre expérience de structures similaires ainsi que **l'impact sur l'approche d'audit**.

**(10,0 points)**

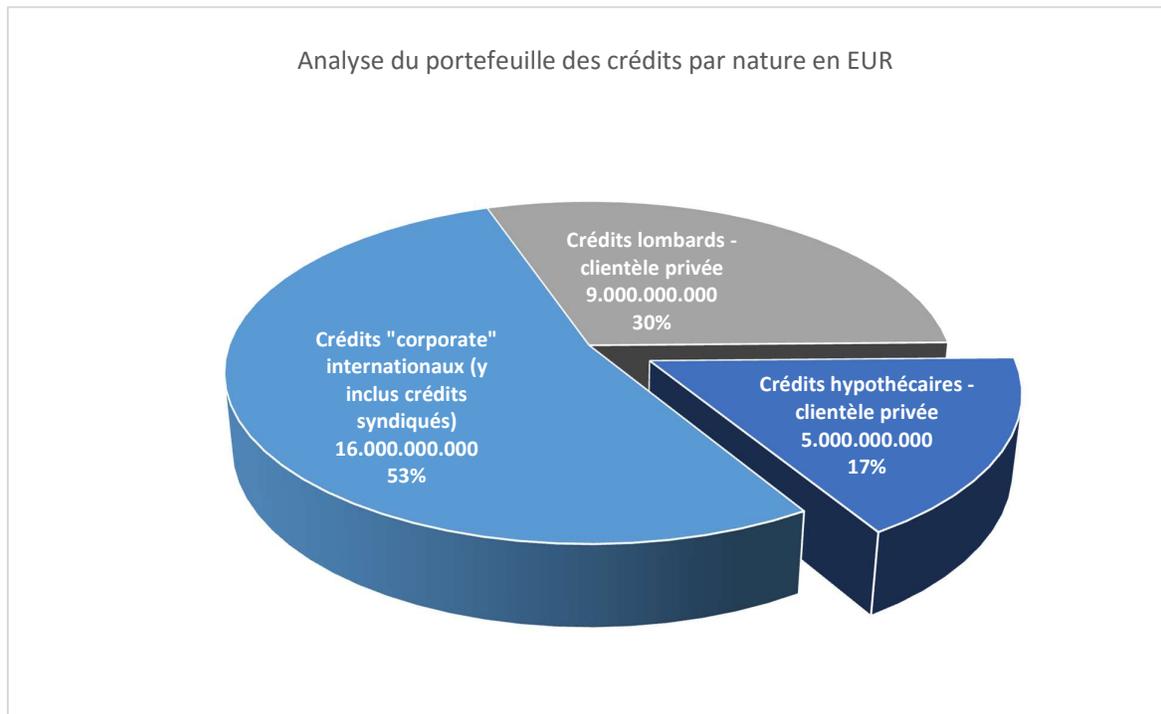
## Partie II – Banques

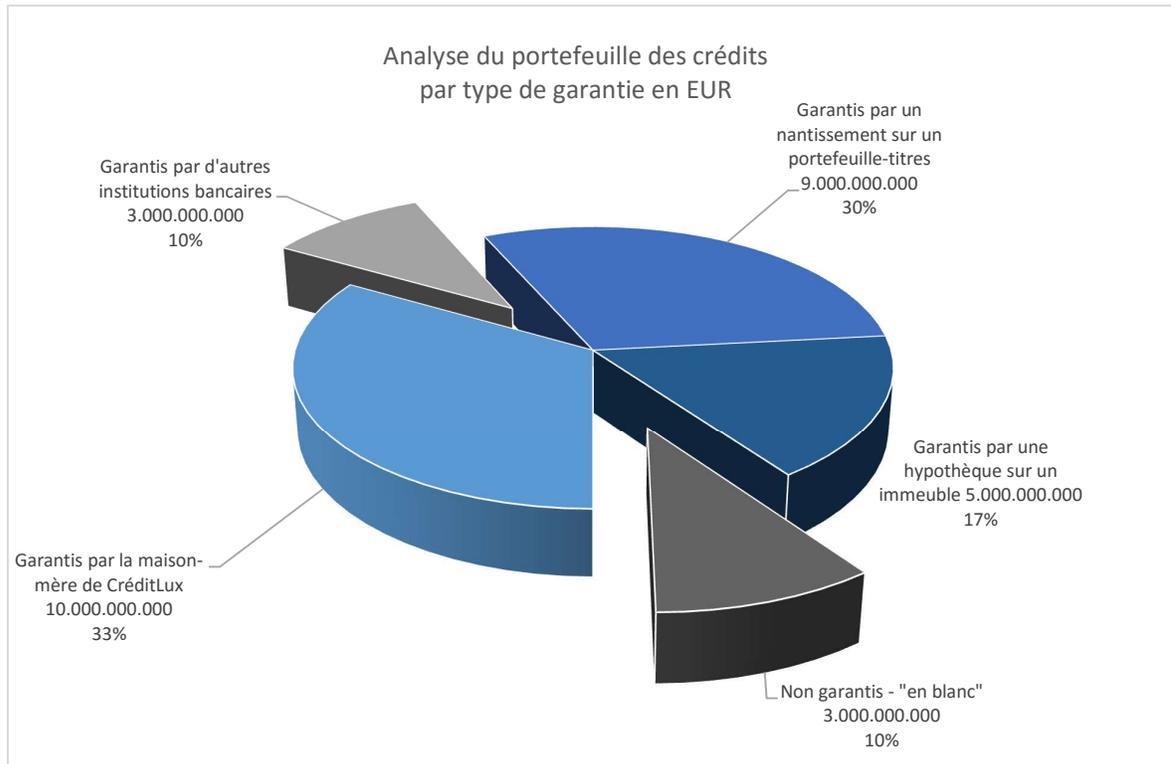
Vous êtes le réviseur d'entreprises de la banque CréditLux SA, banque luxembourgeoise ayant une vaste activité de crédits relativement diversifiée et couvrant notamment les types de crédits suivants :

- Crédits « lombards » accordés à ses clients privés les plus fortunés contre mise en gage d'un portefeuille titres ;
- Crédits hypothécaires visant à financer les résidences principales et éventuellement secondaires de ses clients ;
- Crédits commerciaux, y inclus participations à des crédits syndiqués, visant à financer les besoins en trésorerie de grandes entreprises luxembourgeoises ou multinationales.

CréditLux SA a retenu le référentiel comptable IFRS depuis plusieurs années dans le cadre de l'établissement de ses comptes annuels.

Vous trouverez ci-dessous une analyse de la population des crédits qui a été préparée par votre senior dans le cadre des activités préliminaires à l'audit.





Les contrôles internes relatifs à l'activité de crédits sont décrits dans le manuel de procédures de la banque. Ils peuvent rapidement se résumer de la manière suivante :

- Le processus d'approbation des crédits est clairement établi via notamment la mise en place d'un système de délégation des pouvoirs selon les encours et la typologie de crédits ainsi que le niveau de garantie.
- Diverses procédures et contrôles viennent alors compléter ce dispositif, au niveau du suivi du risque individuel des contreparties, du contrôle du respect des décisions et de la qualité des dossiers ainsi que du suivi de la valeur des garanties couvrant les crédits.

Dans ce cadre, deux comités importants sont en place : le Comité d'Acceptation des Crédits (CAC) et le Comité de suivi des risques (CR).

Dans le cadre de l'audit de cette activité de crédits et après consultation avec votre associé vous avez décidé de mettre en place une approche d'audit basée en grande partie sur les contrôles internes.

#### **Question 4**

Il vous est demandé de rédiger, pour votre senior en charge de l'équipe, un plan de travail afin de couvrir les contrôles internes clefs vous permettant de construire votre assurance d'audit relative aux crédits et à leur valorisation via d'éventuelles corrections de valeur. Pour information, ce programme ne devra pas couvrir les travaux sur les contrôles informatiques généraux et autres entrées manuelles qui sont délégués à une équipe spécifique.

**(7,0 points)**

Luxembourg, les 28 & 29 septembre 2017

Les résultats de vos travaux sur les contrôles internes démontrent des résultats satisfaisants concernant les activités de crédits lombards et hypothécaires notamment au niveau des processus d'octroi et de suivi des garanties et de leur valorisation.

En revanche, concernant les crédits commerciaux et notamment syndiqués, il apparaît que les contrôles relatifs au suivi du risque de contrepartie et des impayés sont effectués très irrégulièrement et avec un niveau de précision insuffisant.

Les procédures additionnelles mises en œuvre pour couvrir la période écoulée entre la réalisation des tests de contrôle et la clôture ont confirmé ces résultats

**Question 5**

Dans ce cadre, comment adaptez-vous en conséquence votre évaluation du risque d'audit sur cette partie d'activité et quelles sont les procédures substantives que vous allez mettre en place ? Il vous est demandé de développer un programme de travail substantif couvrant l'ensemble des crédits dans ce contexte spécifique.

**(6,0 points)**

En marge de votre audit en cours, le responsable comptable de la banque désire s'entretenir avec vous des impacts qu'aura l'entrée en application pour l'exercice prochain de la norme IFRS 9 sur votre prochain audit de ses activités de crédits. Il vous confirme que les changements apportés par cette norme sur la classification des crédits auront peu d'impact sur leur activité, ceux induits par les nouvelles règles de dépréciation seront plus significatifs.

**Question 6**

Il vous est demandé, en indiquant succinctement les principales caractéristiques du nouveau modèle de dépréciation des crédits, d'expliquer brièvement quels seront les principaux impacts sur votre approche d'audit de ce nouveau modèle.

**(3,0 points)**

## **Partie III – Normes professionnelles**

Au terme d'un processus de sélection, votre cabinet de révision a été retenu pour effectuer l'audit des comptes d'un groupe formé d'une société au Luxembourg et de sa filiale en Allemagne. Les deux entités ont à la fois une activité de production et de distribution dans les pays dans lesquelles elles sont établies. La société mère luxembourgeoise est une société privée, détenue par une famille luxembourgeoise. Le Conseil d'Administration de la société luxembourgeoise est composé de trois administrateurs membres de la famille et de deux administrateurs indépendants, n'ayant aucun intérêt financier dans le capital de la société et n'exerçant pas de responsabilité exécutive au sein de la société. En tant qu'administrateurs indépendants, ils ont, entre autres, la responsabilité de la relation avec l'auditeur externe : ils ont à ce titre été fortement impliqués dans le processus de sélection et sont mandatés par les administrateurs pour être les interlocuteurs privilégiés de vous-même et de votre cabinet de révision au niveau du Conseil d'Administration.

Désireux que les travaux de planification du cabinet de révision démarrent au plus vite après la sélection, les deux administrateurs indépendants vous demandent, en tant qu'associé signataire, d'apporter un certain nombre de précisions sur le déroulement de votre mission.

Ils portent également à votre attention des informations complémentaires sur leur groupe et souhaitent avoir de votre part une première évaluation de leur impact éventuel sur le déroulement de votre audit.

### **Termes de la mission**

#### **Question 7 :**

Les deux administrateurs indépendants vous demandent de préciser les termes contractuels de votre mission et de clarifier les points suivants

- Faut-il une lettre d'engagement ?
- Doit-elle être émise tous les ans et dans quelles situations ou circonstances doit-elle être réémise ?
- Quels sont les principaux éléments (« têtes de chapitre ») qui doivent figurer dans une telle lettre ?
- Qui doit signer cette lettre pour le compte de la société ?

Par ailleurs, les deux administrateurs indépendants souhaitent voir figurer expressément dans les termes contractuels le fait que vous n'aurez pas accès aux avocats de la société et que toute question éventuelle sur d'éventuels litiges ou risques légaux devra leur être adressée.

Acceptez-vous de voir figurer cette clause dans les termes contractuels ?

**(0,5+0,5+1,0+0,5+1=3,5 points)**

### **Conformité avec les dispositions légales et réglementaires**

L'exploitation de la filiale allemande est soumise à des conditions très sévères en matière de respect de l'environnement. Les deux administrateurs vous font part du fait que la société allemande est parfois conduite à rejeter des substances toxiques dans une rivière proche de l'usine de production. Ces rejets ne sont pas déclarés à l'administration allemande ad hoc.

#### **Question 8**

Les deux administrateurs indépendants vous demandent de leur préciser :

- L'approche d'audit que vous souhaitez suivre sur cette question
- La communication que vous adopterez en fonction des résultats de vos travaux, y compris dans votre rapport annuel sur les comptes.

**(2,0 +1,5=3,5 points)**

### **Communication**

Les deux administrateurs vous demandent de leur expliquer le calendrier et le contenu de votre communication tout au long de votre mission.

#### **Question 9**

Pouvez-vous dès lors précisément préparer pour les étapes essentielles de votre révision, une liste des documents principaux de communication avec pour chacun d'eux, l'indication des destinataires et une table des matières standard. (On exclura pour cette question la référence et la description du rapport d'audit (« audit opinion »))

Ils vous demandent également de préciser si vous envisagez de faire une distinction entre la communication à la direction de la société et la communication vers le conseil d'administration, représenté par les deux administrateurs indépendants

**(3,0 +0,5=3,5 points)**

Enfin ils souhaiteraient que chaque année vous ayez un entretien avec eux seuls, c'est à dire sans la présence de la direction, pour connaître votre appréciation sur la qualité de la direction et sa performance. Votre appréciation serait ensuite prise en compte, entre autres points de vue, dans la détermination de la partie variable (bonus) de la rémunération de la direction.

#### **Question 10**

Acceptez-vous cette demande et quelles sont les raisons qui guident votre réponse ?

**(1,5 points)**

### **Contrôle qualité**

Les deux administrateurs indépendants sont très attachés à la qualité de votre audit et de la signature de votre cabinet de révision.

Toutefois, un critère important de sélection de votre cabinet de révision relève du fait que vous, en tant qu'associé signataire, vous vous êtes engagé à être personnellement présent et actif dans l'exécution de la mission et à répondre dans des délais courts aux éventuels questions ou points d'attention qui surviendraient dans le déroulement de l'audit.

#### **Question 11**

Il vous est donc demandé d'indiquer :

- Quel est votre champ de responsabilité en tant qu'associé signataire ?
- Quelles circonstances pourraient justifier le recours à l'avis d'un « Engagement Quality Control Reviewer » au sein de votre cabinet ? Quel serait alors son rôle dans la mission ?
- Quelle est la procédure en vigueur au sein de votre cabinet de révision en cas de désaccord entre vous-même et cette personne dont vous avez demandé l'avis ?

**(1,0+2,0+1,0=4,0 points)**

\*\*\*

# EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEUR D'ENTREPRISES

SESSION ORDINAIRE – 29 SEPTEMBRE 2017

## EPREUVE ECRITE

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre fard ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque partie du cas sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utiliser une encre foncée pour rédiger vos réponses (noir ou bleu).

Vous travaillez dans un cabinet de révision agréé et vous devez prendre position par rapport à un certain nombre de questions, en relation avec :

### 4. OPC

Enoncé en <b>Partie IV</b>	Question 12	9,0 points
	Question 13	2,0 points
	Question 14	2,0 points
	Question 15	3,0 points
	Question 16	7,0 points
	Question 17	2,0 points

### 5. Sociétés industrielles et commerciales

Enoncé en <b>Partie V</b>	Question 18	6,0 points
	Question 19	6,0 points
	Question 20	3,0 points
	Question 21	5,0 points
	Question 22	5,0 points

## Partie IV – OPC

La société de gestion Summertime Investment Management S.A. (« SIM ») - chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif - gère une centaine de fonds d'investissement au Luxembourg et en dehors du Luxembourg.

- 1) Une partie des fonds UCITs gérés sont des ETFs (Exchange traded Funds) cotés sur la bourse de Luxembourg (marché réglementé). Ils clôturent leurs comptes au 30 juin 2017. Les fonds sont audités par « Alpha, Beta & associés », cabinet de révision agréé depuis 2005. SIM n'étant pas tout à fait satisfaite de la communication avec l'auditeur pense à lancer un appel d'offre pour l'audit 2017. Compte tenu de la bonne relation commerciale avec Monsieur Gamma, réviseur d'entreprises agréé, le CEO de SIM décide d'approcher M. Gamma qu'il va rencontrer lors d'un dîner privé. Le conseil d'administration de SIM approuve l'approche à l'unanimité à condition que M. Gamma accepte une baisse des honoraires d'audit de 20 % par rapport aux honoraires d'audit pour l'année 2016.

### Question 12

- a) Que pensez-vous du déroulement de l'appel d'offre tel que proposé par le CEO de SIM (d'un point de vue réglementaire et d'un point de vue procédural)?
- b) Dans quelles conditions un comité d'audit est-il nécessaire et quelles sont les exemptions ? Est-ce que vous voyez la nécessité de créer un comité d'audit pour chaque ETF ?
- c) Vos réponses aux points a) et b) seraient-elles modifiées si les ETFs sont cotés sur le marché Euro MTF (non considéré comme un marché réglementé) ?

**(6,0+2,0+1,0=9,0 points)**

- 2) A côté des ETFs, SIM gère d'autres UCITs et AIFs dont, entre autres, le fonds « Happy Bonds SICAV », un UCITs luxembourgeois. Votre cabinet « Delta Fiduciaire » est en charge de l'audit depuis la création de la SICAV en 2011. L'année comptable clôture le 30 Avril 2017.

- a) Pendant vos travaux d'audit votre Manager réalise que pendant quatre mois (1/1 – 30/4) il y eu une erreur non significative dans le calcul du « Management fee ». Le paiement a été effectué le 15/5. La raison de l'erreur a été analysée comme suit:  
Suite au changement du prospectus au 1/1/2017 le « Management fee » a été réduit de 1,30 % à 1,15 %, et le comptable, qui n'a pas été mis au courant du changement, n'a pas adapté le taux dans le système comptable.

### Question 13

Quelles sont vos réflexions ?

**(2,0 points)**

Luxembourg, les 28 & 29 septembre 2017

- b) Le nouveau prospectus au 1/1/2017 a également modifié la politique d'investissement de la SICAV. Par conséquent, la SICAV a restructuré son portefeuille au cours du mois de janvier 2017 et a vendu un nombre important d'obligations. Suite à ces ventes, la liquidité de la SICAV auprès de la Banque dépositaire « Epsilon Banque Internationale S.A. » a dépassé 30% de la NAV entre le 3/1 et le 10/1. SIM vous confirme qu'à leur avis cet excès de 30 % était purement lié à l'adaptation au nouveau prospectus et donc considéré comme dépassement passif au regard de la circulaire 02/77.

**Question 14**

Quelles sont vos réflexions d'un point de vue réglementaire?

**(2,0 points)**

- c) Le senior – en charge de l'audit des investissements – vous pose la question suivante : « La SICAV est investie à 5 % dans « Zeta Feeder SICAV », un UCITs belge qui qualifie comme « UCITs Feeder Fund ». Je cherche dans nos documents la lettre d'entente entre auditeurs comme prévu par la loi du 10 décembre 2010 mais je ne la trouve pas. Est-ce que nous avons oublié de préparer la lettre ? »

**Question 15**

Quelles sont vos réflexions ?

**(3,0 points)**

- 3) « Happy Shares », est un FCP suivant la partie 1 de la loi du 10 décembre 2010, géré par SIM dont vous êtes aussi l'auditeur. Le FCP a investi dans l'action « Theta Chinese Incorporation Limited ». L'action été acheté il y a trois ans. Elle est cotée sur le marché réglementé de Hong-Kong. Sa valeur (à la date de la clôture de l'exercice au 30/5/2017) représente 11 % de la NAV. Pour valoriser le titre, SIM, comme pour toutes les autres actions cotées dans le portefeuille, a pris la cotation la plus actuelle proposée par Bloomberg, le 30/5/2017 à 15 heures 30.

Votre senior – toujours en charge de l'audit des investissements – se rend compte que le prix proposé par Bloomberg était inchangé depuis 9 mois et a fait des recherches supplémentaires :

- le marché réglementé a suspendu la cotation de l'action il y 9 mois suite au non-respect du dépôt d'informations biannuelles requises par la bourse ;
- l'auditeur de Theta a formulé qu'il était dans l'impossibilité d'exprimer une opinion parce qu'il n'est pas en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'existence des actifs.

**Question 16**

- a) Est-ce que l'action est éligible à la politique d'investissement ?
- b) Après avoir averti SIM, le conseil d'administration, qui ne se sent pas à la hauteur de la situation, vous demande votre avis sur leur valorisation au 30/5/2017 et/ou les conséquences potentielles pour le FCP
- c) Quelles sont les procédures d'audit supplémentaires que vous envisagez afin d'obtenir les éléments probants suffisants concernant la valorisation de cette action ? En fonction des résultats quelles sont vos réflexions pour l'audit et le rapport d'audit ?

**(1,0+2,0+4,0=7,0 points)**

- 4) Il a été décidé que « LET THE SUN GO DOWN, SICAV SIF », géré par SIM va être mis en liquidation le 15/6/2017. Votre cabinet « Delta Fiduciaire » est en charge de l'audit depuis la création de la SICAV.

**Question 17**

- a) SIM vous pose la question suivante : Nous avons compris que nous devons nommer un liquidateur pour la SICAV. Est-ce que SIM pourra agir comme liquidateur ou est-ce possible que « Delta Fiduciaire » accepte le mandat de liquidateur de la SICAV ?
- b) Finalement la société « Liquidation Professionnelle S.A. » est nommée liquidateur. En vue de la complexité du portefeuille de la SICAV, « Liquidation Professionnelle S.A. » estime qu'il va falloir 3 à 4 ans pour vendre tous les titres du portefeuille. Vous allez agir comme Commissaire à la liquidation. La compréhension du liquidateur est que selon la loi vous devez auditer les états intermédiaires que le liquidateur va préparer annuellement.

**(1,0 + 1,0 = 2,0 points)**

## **Partie V – Sociétés industrielles et commerciales**

Une société spécialisée dans la vente de produits via internet, NOZAMA (société commerciale de grande taille préparant ses comptes suivant la loi luxembourgeoise modifiée de 2002 sur les comptes annuels), a décidé de mettre en place une nouvelle plate-forme informatique de vente. Il s'agit pour NOZAMA d'un projet important de renouvellement de son principal outil de travail, dont la durée d'utilisation est estimée par le Management à 3 ans. Les facteurs à prendre en considération dans le cadre de la reconnaissance de ce projet dans les comptes de la société au 31.12.2016 sont les suivants :

- NOZAMA a acquis un nouveau serveur dédié d'un montant de 1.500.000,00 EUR. Le serveur a été installé en septembre 2016 et la facture reçue en octobre 2016.
- NOZAMA a mis en place une équipe de développeurs internes depuis juillet 2016 afin de programmer le nouveau software. Une équipe d'une vingtaine d'informaticiens a été mobilisée à cette fin. Vous apprenez que ces personnes ont travaillé au total 600 heures entre juillet 2016 et décembre 2016. Le coût de revient salarial complet moyen pour le département IT, est estimé par le département salaires à 70,00 EUR par heure.
- NOZAMA a recours depuis novembre 2016 à un prestataire de services informatiques externe (INFOCONSULT) afin d'accélérer le processus de développement du software. Un contrat de services a été mis en place dans ce cadre :
  - le projet sera facturé sur la base d'un montant forfaitaire contractuel de 900.000 EUR à partir d'une estimation de 10.000 heures de travail qui seront à réaliser entre novembre 2016 et avril 2017. INFOCONSULT facture habituellement ses heures de travail à 100 EUR/heure mais a consenti une remise globale de 10% tenant compte de l'importance du contrat, cette remise permet à INFOCONSULT de conserver une rentabilité raisonnable car le coût de revient horaire complet de ses consultants est de 75 EUR/heure.
  - INFOCONSULT doit émettre pour approbation à la fin de chaque mois ouvré un time-sheet reprenant les heures prestées sur le projet ; ces time-sheets sont validées par NOZAMA et ce n'est qu'à cette condition que INFOCONSULT peut émettre à la fin de chaque mois ouvré une facture d'acompte mensuelle de 150.000 EUR.

INFOCONSULT est un PSF de petite taille (son total bilantaire est de 315.000 EUR – ses fonds propres avant résultat de l'exercice sont de 205.000 EUR – son chiffre d'affaires oscille autour de +/- 1.200.000 EUR par an) qui prépare ses comptes suivant la loi luxembourgeoise modifiée de 2002 sur les comptes annuels. L'activité principale d'INFOCONSULT est d'offrir des services de consultance informatique en programmation.

Luxembourg, les 28 & 29 septembre 2017

A. Vous êtes le Manager en charge de l'audit des comptes annuels de la société **INFOCONSULT**. Votre seuil de signification a été fixé à 20.000 EUR et le *seuil de remontée des ajustements* à 1.000 EUR. Nous sommes en avril 2017 et vous êtes en train de réaliser les tests substantifs relatifs à l'audit au 31.12.2016. Lors de votre rencontre avec le Directeur général d'INFOCONSULT, Monsieur Q vous annonce qu'il est très inquiet de l'évolution actuelle de l'unique contrat qui était en cours au 31 décembre 2016 : le contrat NOZAMA. Le dossier a pris énormément de retard dans sa phase initiale, il y a de nombreuses difficultés imprévues lors de la préparation du budget de sorte que les prévisions sont mauvaises ; pour autant, NOZAMA reste intraitable sur les délais et exige une livraison à fin avril 2017 telle que prévue contractuellement ; tout le staff a travaillé d'arrache-pied pour rattraper le retard depuis le début de l'année 2017 et Monsieur Q espère tenir ses délais de livraison. Les time-sheets de novembre 2016 et décembre 2016 ont été soumis et approuvés dans les temps par NOZAMA, de sorte que les factures d'acompte de novembre 2016 et décembre 2016 ont pu être facturées respectivement au 30.11.2016 et au 31.12.2016.

Sur votre demande, Monsieur Q vous a préparé certaines informations :

	<u>Heures</u>
Heures de développement selon budget initial	10.000,00
Heures de développement réalisées en 2016	900,00
Estimation des heures de développement prévues pour finir le pro	12.100,00
	<u>EUR/heure</u>
Coût de revient d'une heure de développement	75,00
Prix de vente selon contrat d'une heure de développement	90,00

Actuellement, aucun élément n'est activé en relation avec ce contrat au bilan de son entreprise au 31.12.2016 – les charges de personnel et les factures d'acomptes relatives au contrat NOZAMA sont reconnues en compte de pertes et profits.

Vous avez lu dans l'annexe aux comptes annuels de INFOCONSULT au 31.12.2015 que les méthodes comptables relatives aux stocks sont les suivantes : « Les travaux en cours sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur estimée de réalisation. Les travaux en cours sont reconnus selon la méthode de l'achèvement. ».

#### **Question 18**

Merci de commenter dans un mémo à destination de l'associé en charge du dossier le traitement comptable que vous suggérez et les éventuels ajustements d'audit nécessaires

**(6,0 points)**

#### **Question 19**

Décrivez le programme de travail destiné à votre équipe pour auditer cette opération

**(6,0 points)**

**Question 20**

Monsieur Q est réticent à modifier ses comptes car il s'inquiète de la détérioration de ses fonds propres par rapport à ses obligations réglementaires. Listez les points à considérer dans la justification de l'opinion d'audit et le type d'opinion que vous préconisez d'émettre en l'espèce.

**(3,0 points)**

- B. Vous êtes le Manager en charge de l'audit des comptes annuels de **NOZAMA**. Nous sommes en février 2017 et vous êtes en train de réaliser les tests substantifs relatifs à l'audit au 31.12.2016. Le seuil de matérialité qui a été fixé lors de la phase de planification est de 1.500.000 EUR et le *de minimis* a été fixé à 75.000 EUR. Ayant demandé au chef-comptable de NOZAMA le détail du poste « Immobilisations incorporelles - Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires », vous recevez le document suivant :

*Immobilisations incorporelles- Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires*

<u>Valeur d'acquisition</u>		
Factures INFOCONSULT		300.000,00
Heures de développement interne	= 600 * 70	42.000,00
Serveur informatique		1.500.000,00
		<u>1.842.000,00</u>
<u>Amortissement</u>	= 1.842.000 * 0,333 * 1/2	- 307.000,00
<u>Valeur comptable nette</u>		<u>1.535.000,00</u>

**Question 21**

Merci de commenter dans un mémo à destination de l'associé en charge du dossier quel est le traitement comptable de ce poste bilantaire

**(5,0 points)**

**Question 22**

Identifiez les éventuels ajustements d'audit nécessaires ainsi que l'impact potentiel de ces derniers sur l'opinion d'audit de NOZAMA

**(5,0 points)**

\*\*\*